



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre François FILLON

« La France et l'Europe : des réformes au service de la croissance »

Tokyo, vendredi 16 juillet 2010

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier le Président du Nikkei, M. Sugita, et tous ceux qui ont accepté de participer à cette rencontre, en vous remerciant d'être venus si nombreux.

Vous avez, monsieur le Président, à l'instant évoqué au fond les sujets qui sont au cœur de l'actualité économique et financière mondiale. Et vous avez commencé en évoquant la crise grecque, qui a fait naître des inquiétudes fortes sur l'avenir de l'Europe et sur la monnaie unique. Et je n'ignore pas que combien la presse japonaise s'en est fait l'écho.

On vous a dit que l'Europe était divisée. On vous a dit que les Allemands ne voulaient pas payer pour les Grecs. On vous a dit que la France et l'Allemagne peinaient à se mettre d'accord. On vous a dit que le continent européen était traversé par des forces centrifuges, des forces d'émiettement et de repli, dont les tensions en Belgique, par exemple, donnaient une illustration de mauvais augure.

En un mot : on a dépeint l'Union européenne dans une partie de la presse internationale, comme une zone à risques. Et certains ont pu prédire, à partir de ces constatations, l'éclatement de l'euro, le ralentissement ou même la fin de l'Union.

Au fond, la question qui nous est posée est simple : est-ce que l'Europe n'est pas une construction trop hâtive, une conception trop idéaliste, une conception trop fragile, pour faire face à un monde de risques et de concurrences ?

Et bien je veux répondre ce matin à toutes ces questions, en vous livrant ma conviction. Et ma conviction, c'est que le XXI^e siècle va devoir compter avec l'Europe.

C'est vrai que l'Europe est un espace de débats et de compromis. La vérité, c'est qu'elle l'a toujours été, et qu'elle le restera.

Voir dans nos débats un signe de division ou un signe de faiblesse, c'est en réalité se méprendre sur la nature et sur les principes mêmes du projet européen.

La construction européenne n'a jamais voulu l'abolition des différences entre les nations qui la composent. La construction européenne a un but, et ce but c'est de surmonter ces différences entre les nations, ces différences qui avaient causé tellement de souffrances à l'Europe et au monde pendant si longtemps, sans les effacer, pour trouver des solutions qui soient des solutions au bénéfice de l'ensemble des nations membres de l'Union.

En réalité, ça fait longtemps que l'Europe se heurte au scepticisme.

Mais je voudrais vous faire remarquer que malgré les critiques, malgré les épreuves, l'Europe n'a jamais cessé, depuis sa création, d'avancer et ses réussites surpassent de très loin ses difficultés. Je crois même qu'on peut constater que l'Europe est sortie renforcée de chacune des crises qu'elle a eu à affronter depuis sa création.

L'Europe est un espace de paix et de stabilité. C'est aussi un formidable vecteur de croissance pour toute l'économie mondiale. Je veux rappeler que l'Europe est le plus grand marché

développé du monde, avec 500 millions de consommateurs. L'Europe, c'est aujourd'hui environ 30% du PIB mondial.

C'est vrai que la zone euro vient de traverser une crise. C'est la crise la plus grave de son histoire.

Mais cette crise découle-t-elle des faiblesses inhérentes à la monnaie unique ? En aucune façon. Parce que cette crise, c'est une crise de dette souveraine classique, liée à une mauvaise gestion des finances publiques, et consécutive à une crise financière dont l'histoire a déjà donné de nombreux exemples.

La Grèce a mis en péril sa crédibilité budgétaire.

Mais je voudrais rappeler – une chose qui est trop souvent oubliée – que si l'on considère la zone euro dans son ensemble, la situation financière, en termes de finances publiques de cette zone, est sensiblement moins dégradée que celle des Etats-Unis ou, pardonnez-moi, que celle du Japon, aussi bien en termes de déficit qu'en termes de dette.

Est-ce qu'on peut dire que les Européens, face à cette crise de la dette souveraine, ont réagi trop lentement ? Certainement pas !

En seulement quelques semaines, alors même que nous sommes 27 nations, avec les lenteurs inhérentes au processus de décision de 27 nations souveraines, nous avons adopté un plan massif d'aide à la Grèce de 110 milliards d'euros et un plan de garantie financière de l'ensemble de la zone euro de 750 milliards d'euros. Et je voudrais ajouter que dans mon pays, qui n'est pas particulièrement réputé pour sa capacité à trouver des consensus entre l'opposition et la majorité, entre la droite et la gauche, où l'on se divise sur n'importe quoi, l'un des seuls sujets sur lequel nous sommes parvenus à un vote unanime du Parlement, c'est justement le plan de soutien à la Grèce et, d'une manière général, le plan de garantie financière de la zone euro.

Est-ce que les Européens se sont, à l'occasion de ces difficultés, divisés ? Je veux vous dire que c'est exactement le contraire qui s'est produit ! Les mécanismes de stabilisation financière, que je viens d'évoquer ont été adoptés à l'unanimité des Etats.

Nous avons montré notre solidarité, nous avons montré notre cohésion en répondant aux difficultés exceptionnelles de la Grèce. Nous avons signifié aux marchés qu'il est inutile de spéculer contre ce pays et qu'il fallait lui laisser le temps de se redresser.

La rapidité et l'importance des décisions que nous avons prises en commun ne me paraissent pas être un signe de division de l'Union européenne.

On me dira peut-être – parce que c'est une interprétation que l'on a entendue – que cette crise va laisser des traces dans la relation franco-allemande.

Je pense exactement le contraire. Les positions franco-allemandes n'ont jamais été aussi proches. L'engagement personnel de la chancelière Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy y sont évidemment pour beaucoup.

Nous avons exprimé notre volonté commune de créer – et cela a été un long débat entre les Français et les Allemands et au sein de l'Union européenne - un gouvernement économique européen dont le centre doit être le Conseil européen qui réunit l'ensemble des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union.

Nous avons affirmé ensemble, la France et l'Allemagne, notre volonté de voir renforcer le Pacte de stabilité. J'ajoute même que nous avons proposé, la France et l'Allemagne, de durcir très fortement les sanctions qui seraient applicables aux Etats de l'Union européenne, aux Etats de la zone euro qui n'accepteraient pas ou qui ne respecteraient pas les règles du Pacte de stabilité. Autrement dit, ceux qui se mettraient, par des déficits trop importants, dans une situation dangereuse, comme cela a pu être le cas dans le passé avec la Grèce.

Nous avons affirmé la nécessité de remettre en ordre les finances publiques et en même temps d'investir massivement sur la recherche, sur l'enseignement supérieur, sur la sécurité, sur l'efficacité énergétique, pour être en situation, ensemble, de préparer la croissance de demain.

Le ministre allemand de l'Economie et des Finances, et ce sera une grande première, enfin, ce sera même une première tout court, une première historique, monsieur Schäuble, va participer la semaine prochaine au Conseil des ministres français. De la même façon que madame Lagarde a participé il y a quelques semaines au Conseil des ministres allemand. Je ne sais si vous mesurez ce que cela représente, compte tenu de l'histoire qui est celle de l'Allemagne et de l'histoire qui est celle de la France, de voir un ministre des Finances allemand au Conseil des ministres français et un ministre de l'Economie et des Finances français au gouvernement allemand. C'est en tout cas la preuve que la France et l'Allemagne sont aujourd'hui, plus que jamais, déterminées à agir ensemble pour l'avenir de la gouvernance économique européenne.

Depuis le début de la construction européenne, je l'ai dit, nous sommes toujours parvenus à sortir des différentes crises. Il n'y a pas de raison qu'il en aille autrement aujourd'hui. J'ai même envie de dire que de crise en crise, on apprend à mieux maîtriser les relations entre les différents Etats, on apprend à mieux se connaître et on apprend à mieux trouver les solutions.

L'Union européenne c'est un projet historique. C'est un projet à la fois unique et en même temps très complexe. Et nous avons le devoir de l'expliquer à nos partenaires.

Et je peux comprendre que, vu d'Asie, notre fonctionnement puisse parfois être difficile à percevoir et à comprendre. J'ai envie de dire - mais ce n'est qu'une malice -, qu'il est d'autant plus difficile à percevoir et à comprendre, si vous vous contentez de lire les journaux anglo-saxons pour avoir une idée du fonctionnement de l'Union européenne. Mais l'intérêt du Japon, ce n'est pas de se détourner de l'euro.

Votre pays profite beaucoup plus économiquement de l'Union européenne et de l'euro, que d'une Europe qui serait restée sous la forme de 27 marchés séparés avec des monnaies, avec des normes et avec des protections douanières nationales.

La monnaie unique permet aujourd'hui à vos entreprises d'investir dans un pays donné de la zone euro, de vendre, d'acheter sans risque de change dans tous les pays de cette zone.

Quand une entreprise japonaise produit dans l'eurozone, elle réduit donc son risque monétaire et bénéficie d'une prévisibilité en termes de stabilité des changes et de rapatriement des

profits. Je voudrais vous faire remarquer que cette prévisibilité, vous ne l'avez dans aucune autre région du monde, y compris en Asie.

Le fait que certains commencent d'ailleurs à imaginer pour l'Asie un schéma comparable à la construction européenne, témoigne d'ailleurs que notre expérience est reconnue comme une expérience qui est économiquement fondée.

L'Europe a su faire face à la crise économique et financière. Je voudrais d'ailleurs même faire remarquer que, à bien des étapes de cette crise économique et financière, c'est l'Europe qui a été la première à réagir. L'Europe a réagi en particulier aux risques d'effondrement du système bancaire international, avant les Etats-Unis. Et si les pays européens n'avaient pas pris au moment où ils l'ont pris, la décision d'affirmer qu'il n'y aurait aucune défaillance de banques en Europe, parce que les Etats viendraient en garantie de ces banques, peut-être que nous ne serions pas aujourd'hui en train de parler comme nous le faisons d'une reprise économique. Parce que l'ensemble du système financier international se serait effondré.

L'Europe surmonte aujourd'hui la crise de la dette. Mais je voudrais aussi vous faire remarquer qu'elle est aussi tournée vers l'avenir.

Elle doit rassurer par sa réactivité, elle doit rassurer par sa stratégie et par ses ambitions, en renforçant durablement sa position de pôle de stabilité budgétaire et de croissance.

En octobre, un groupe de travail auquel participe madame Lagarde, autour du Président du Conseil européen, monsieur Van Rompuy, va proposer des solutions pour renforcer la gouvernance et le contrôle des finances publiques des Etats membres.

Tous les Etats membres ont pris des engagements sur ce point. Et la France tiendra ses engagements comme les autres.

Nous avons ainsi lancé un plan d'action destiné à ramener le déficit public à 6 % du PIB en 2011- il est à 8 aujourd'hui -, et à 3 % du PIB en 2013. Cela représente une réduction du déficit de 40 milliards d'euros dès 2011 et de 100 milliards d'euros d'ici 2013.

Nous allons y parvenir d'abord en économisant dès cette année 15 milliards d'euros qui correspondent aux mesures de relance de l'économie que nous avons mises en œuvre en 2009.

Nous allons ensuite geler en valeur pendant trois ans toutes les dépenses publiques dans notre pays.

Nous allons retrouver des recettes en réduisant ce qu'on appelle les « niches fiscales », c'est-à-dire au fond, des avantages fiscaux donnés à telle ou telle catégorie de la population pour tel ou tel service, qui ont évidemment pour résultat d'amoinrir le rendement de la fiscalité.

Nous allons réformer notre système de retraites. Le Conseil des ministres vient d'adopter le principe de la réforme des retraites qui sera débattue et votée par le Parlement au mois de septembre prochain. Il s'agit de passer l'âge légal de la retraite, qui en France est à 60 ans, à 62 ans. Mais en même temps de monter à 41,5 annuités le nombre d'années de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein et de repousser de 65 à 67 ans, l'âge maximal

auquel on peut toucher sa retraite à taux plein, même lorsqu'on n'a pas atteint ses 41,5 annuités.

Nous allons poursuivre le grand mouvement de réforme de nos administrations, que nous avons initié avec le Président de la République dès son élection en 2007, avec comme objectif de réduire les coûts de fonctionnement et d'améliorer l'efficacité de l'action publique.

Depuis trois ans, nous n'avons pas remplacé un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. En 2012, nous aurons ainsi supprimé 150.000 emplois dans notre fonction publique.

Nous allons rénover la gouvernance de nos finances publiques, et ainsi nous allons inscrire dans la Constitution de la République française une règle qui imposera juridiquement à toutes les lois de Finances, une trajectoire impérative de réduction des déficits, qui sera placée sous le contrôle du Conseil constitutionnel.

Cette politique très ambitieuse en matière de maîtrise budgétaire ne signifie en d'aucune façon que nous avons choisi de renoncer à promouvoir en même temps la croissance.

Nous avons engagé depuis 2007, en France, un effort de modernisation de notre économie sans précédent, avec un objectif très simple, réduire les écarts de compétitivité que nous avons avec certains autres pays développés et en particulier avec d'autres pays européens.

Nous avons desserré les carcans qui pesaient sur notre économie, pour améliorer notre potentiel de croissance et notre compétitivité.

C'est ainsi, par exemple que nous avons défiscalisé et libéré les heures supplémentaires pour contourner l'obstacle des 35 heures.

Nous avons accordé à nos universités, en tous cas, à toutes celles qui le souhaitaient, un statut complet d'autonomie qui leur permet de développer leur attractivité. C'est-à-dire de passer les accords qu'elles souhaitent avec les entreprises privées ou avec les universités étrangères de recruter leurs enseignants comme elles l'entendent, d'adapter leurs cursus universitaires.

Nous avons supprimé un impôt qui n'existait que dans notre pays et qui frappait, pour financer les collectivités locales, les investissements des entreprises : la taxe professionnelle.

Nous avons réformé notre système fiscal pour favoriser l'investissement des entreprises dans la recherche. Je suis heureux de dire aujourd'hui que la France, en matière de soutien à la recherche des entreprises privées, a le système le plus attractif de tous les pays de l'OCDE.

Enfin, nous avons lancé, en 2010, un grand programme d'investissements d'avenir.

Nous avons débloqué 35 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur, la formation, la recherche, la recherche et l'innovation dans le domaine de l'énergie nucléaire, avec en particulier la création des réacteurs nucléaires de 4ème génération, les réseaux de communication à très haut débit, et quelques autres secteurs encore. Avec l'effet de levier des autres financements, et en particulier des cofinancements privés, l'effort total d'investissement sur les technologies d'avenir que nous avons décidé d'ajouter au projet qui existait déjà dans notre pays, sera de l'ordre de 60 milliards d'euros.

Cette stratégie de croissance, mise en œuvre par d'autres Etats membres que la France, est en train également de se construire aussi à l'échelle de l'Union.

La Commission européenne vient de faire connaître le programme UE 2020, qui traduit cette mobilisation pour la recherche et pour l'innovation. Nous nous battons, la France, l'Allemagne, et beaucoup d'autres pays européens pour qu'on aille plus loin et que l'Europe augmente sa capacité à financer en priorité les infrastructures européennes qui sont porteuses de croissance.

Je pense au développement d'un marché européen pour les véhicules électriques. Je pense aussi aux services Internet à forte valeur ajoutée. Ce sont des projets qui ne peuvent voir le jour avec succès que s'ils sont financés, soutenus, au niveau de l'ensemble de l'Union européenne.

Nous devons pour cela progresser sur l'investissement. Nous réfléchissons à la création d'un Fonds européen en faveur des investissements d'avenir, qui regrouperait les fonds existants dans nos différents pays, à travers un grand Fonds européen de capital risque.

C'est vrai que dans les circonstances économique et financière dans lesquelles nous nous trouvons, où nous sommes tous obligés de faire des efforts de réduction de la dépense publique, l'argent public devient rare et donc il faut chercher à maximiser l'effet de levier des subventions publiques en les associant systématiquement à des investisseurs privés.

Cette Europe en mouvement ne doit pas laisser le Japon indifférent. Sa volonté de négocier avec l'Union européenne un accord économique d'ailleurs, prouve que la Japon n'est pas indifférent à sa relation avec l'Europe.

Je veux dire que nous sommes, en France, ouverts à l'idée d'un tel accord entre l'Union européenne et le Japon.

Mais avant d'envisager le lancement des négociations, nous pensons qu'il est utile de faire ensemble le bilan des engagements qui ont été pris à l'OMC et le bilan de l'accès de nos entreprises à nos marchés respectifs.

Il existe encore de trop nombreux obstacles non tarifaires qui freinent encore les exportations européennes au Japon. Je pense aux règles des marchés publics. Je pense en particulier aux règles dans le domaine des investissements ferroviaires. Aux normes sanitaires dans l'agroalimentaire, aux procédures qui concernent les médicaments et les vaccins, qui diffèrent très sensiblement des standards internationaux.

Sur toutes ces questions, nous souhaitons, nous voulons, voir des progrès tangibles et des progrès rapides. Nous sommes convaincus que les Japonais, que ce soit en tant que consommateurs, en tant que contribuables et en tant que partenaires industriels, ont tout à gagner à la disparition de ces obstacles.

Je veux rappeler au passage que la France, contrairement à une idée souvent véhiculée à l'extérieur, est un pays ouvert aux investissements internationaux. Nous sommes le second pays en Europe pour l'accueil des investissements créateurs d'emplois en 2009, et nous sommes le premier en Europe pour les projets industriels, les centres de recherche et de développement et les activités écologiques.

La France accueille aujourd'hui plus de 400 entreprises japonaises, depuis plusieurs dizaines d'années pour certaines d'entre elles – je pense à Toyota, à Sony, à Horiba, à Toshiba ou à Toray.

Ce sont des entreprises qui sont particulièrement appréciées par nos concitoyens et par les élus qui les accueillent. Tout simplement parce que ce sont des entreprises qui investissent dans la durée. Ce sont des vraies entreprises industrielles, ce sont des entreprises qui ont à cœur de préserver l'emploi et de développer l'économie locale.

Le Japon est d'ailleurs le premier investisseur asiatique dans notre pays en 2009.

Réciproquement, la France représente 8 % des investissements entrants au Japon, ce qui la place devant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Mais je crois que nous pouvons encore accroître la force de nos relations, en travaillant ensemble aux grands enjeux d'avenir où nous avons des intérêts, des ambitions et des savoir-faire communs.

Je pense au secteur de l'énergie. Je pense à celui de l'environnement. La France et le Japon ont des atouts majeurs dans le domaine du nucléaire, dans celui du photovoltaïque, des batteries qui vont être si importantes pour un très grand nombre d'applications demain, notamment pour l'avenir de la voiture électrique, et dans celui de la gestion des réseaux électriques intelligents.

Je pense également à la recherche médicale, par exemple sur les cellules-souches ou encore sur les neurosciences.

Je pense enfin aux secteurs de l'automobile, de la mécatronique, de la robotique, des technologies de l'information et de la communication.

J'ai évoqué les mesures que nous avons prises avec mon gouvernement, comme les efforts conjoints des Européens pour répondre à la crise.

Mais je pense que dans un monde globalisé, qui vient d'ailleurs de subir une crise qui était une crise globale, les initiatives régionales ne peuvent pas à elles seules garantir la stabilité et la prospérité.

Nous avons besoin d'une gouvernance économique mondiale. Cette gouvernance économique mondiale passe par le G8 et le G20. Et vous savez que ce sera en 2011, le tour de la France de les présider.

Et je voudrais, comme vous m'y avez invité, monsieur le Président, vous présenter les priorités que nous défendrons à cette occasion.

La première de ces priorités, c'est la régulation financière.

Il est absolument indispensable de mettre en œuvre intégralement, systématiquement, toutes les décisions qui sont prises – en particulier sur les pratiques de rémunération et sur la lutte contre les juridictions non coopératives.

Si nous voulons vraiment réduire le risque systémique, nous devons introduire une taxe sur les activités financières risquées. Franchement on ne pourra pas, une deuxième fois, si nous étions confrontés à une nouvelle crise du secteur bancaire, aller expliquer à nos concitoyens qu'il faut mobiliser des centaines et des centaines, voire des milliers de milliards d'euros, de dollars ou de yens pour sauver les banques, qui auraient fait exactement les mêmes erreurs que celles que nous leur avons reprochées il y a seulement un an. Et donc la meilleure façon d'éviter que cette situation ne se reproduise, c'est bien sûr de mettre en place un certain nombre de règles prudentielles.

Mais c'est aussi de taxer les activités financières risquées en créant grâce à ces taxes un Fonds qui permettrait de venir en aide le moment venu, à des établissements financiers qui seraient en difficulté.

Nous allons continuer le travail sur la réglementation des marchés et sur la réforme du cadre prudentiel des banques.

Le système financier japonais, davantage encore que le système français, est principalement basé sur l'intermédiation bancaire, beaucoup, plutôt que sur les marchés de capitaux. Il faut que nous ayons à cœur de veiller ensemble parce que nous avons là des intérêts communs, à ce que les nouvelles règles prudentielles qui vont être mises en place ne pénalisent pas ce mode de fonctionnement basé sur l'intermédiation, alors que d'autres grands pays qui conduisent aujourd'hui ce débat sur les règles prudentielles n'ont pas les mêmes soucis et les mêmes préventions.

Nous souhaitons aussi inscrire à l'agenda du G20 une réflexion sur le système monétaire international, dans le prolongement des travaux qui ont été engagés en 2010, sous la Présidence coréenne. Nous partageons d'ailleurs avec le Japon le souci d'éviter une trop forte volatilité des changes, parce que cette volatilité des changes est toujours défavorable aux secteurs productifs et aux décisions d'investissement.

Nous voulons également que les aspects sociaux et les aspects environnementaux soient mieux pris en compte au niveau international. Et pour cela, il faut que nous soyons capables de mieux coordonner les actions des différentes organisations. Il y a comme l'OMC, qui est évidemment très importante, mais on ne peut pas se satisfaire des seules règles de l'OMC. Il faut aussi y intégrer l'OIT, et il faut naturellement y associer l'OCDE et les institutions financières internationales.

Enfin, nous réfléchissons aux moyens de limiter la volatilité des marchés de matières premières, y compris des matières premières agricoles.

Je pense que c'est un enjeu vital pour les pays en développement, mais aussi pour l'ensemble de nos gouvernements. Le prix des matières premières est au cœur de l'activité économique. Le prix des matières premières pèse sur les décisions qui concernent les grands investissements d'avenir.

Il faut que nous soyons capables en particulier, de renforcer le dialogue entre les pays consommateurs et les pays producteurs. Que nous soyons aussi capables de renforcer la transparence des données, qui est absolument nécessaire à une meilleure visibilité des approvisionnements à moyen et long terme.

Mesdames et Messieurs,

Les Européens sont parfaitement conscients des défis qu'il leur reste à relever.

Ils mesurent le délicat équilibre qu'ils doivent trouver entre la nécessité d'entretenir la reprise économique qui s'amorce, et en même temps, la nécessité de rétablir leurs finances publiques au prix de réformes qui sont parfois des réformes douloureuses.

J'espère, à l'issue de ce propos, de vous avoir convaincus de la résolution des gouvernements européens et de la cohérence de leur approche.

C'est vrai que les processus de décision en Europe sont souvent complexes. Mais je veux vous dire que tous ceux qui, depuis soixante ans, ont successivement prédit l'échec du projet européen, tous ceux qui depuis soixante ans ont prédit l'infaisabilité de l'euro et tous ceux qui, il y a quelques mois, prédisaient l'éclatement de la monnaie européenne, se sont toujours trompés. Encore une fois, l'Europe est toujours sortie renforcée des crises qu'elle a dû affronter.

Le Japon est un partenaire majeur de l'Europe. Les entrepreneurs japonais et les investisseurs japonais ont depuis bien longtemps compris que le marché unique et l'euro pouvaient leur rapporter bien des bénéfices. Et bien plutôt que d'écouter les cassandres, je vous conseille de préférer faire confiance à la clairvoyance de ceux qui investissent et entreprennent en Europe. Parce que ceux-là sont les mieux placés pour savoir que notre continent a les moyens de tenir tout son rang dans la mondialisation.

Je vous remercie.